



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ETAT / MSA

ÉTRANGLEMENT MÉTHODIQUE

Au dernier conseil d'administration de la Ccmsa, le commissaire du gouvernement a annoncé la position du cabinet du Premier ministre, une suppression de 950 équivalents temps plein, contre les 1 200 Etp précédemment évoqués. Ce plan social serait déconnecté des discussions sur le budget et l'informatique. La Cgt dénonce cette logique de « négociation détachée des réalités ». Comment dissocier les effectifs, les budgets et les outils de travail sans mettre en péril le fonctionnement même de la Sécurité sociale agricole ?

En quatre Conventions d'Objectifs et de Gestion (Cog) successives, ce sont plus de 5 000 emplois qui ont été supprimés. Lors de la dernière Cog, ce sont 25 % des moyens financiers qui ont été retirés, plongeant la Msa dans une situation financière intenable. Les caisses locales ont dû puiser dans le budget des salaires pour financer des dépenses essentielles, comme le simple chauffage des bâtiments. Cette politique d'austérité et de pénurie permanente n'a qu'un seul résultat : la dégradation des conditions de travail des salariés, l'affaiblissement du service rendu aux usagers, et une précarisation généralisée du réseau.

Pourtant, au lieu de renforcer la solidarité et le service public le gouvernement organise méthodiquement son étranglement. La dégradation de la balance commerciale agricole, passée de 4,9 milliards à 0,5 milliard d'euros, illustre l'échec profond du modèle capitaliste tourné vers la concentration, la rentabilité immédiate et la défense des intérêts du grand patronat agricole, au détriment des salariés, des territoires ruraux et de la souveraineté alimentaire de la France.

La casse de la Msa n'est pas dissociée de cette politique agricole. Les suppressions d'emplois annoncées ne sont que la continuité d'une logique libérale conduite par le patronat agricole. Lorsque celui-ci et la technostructure se disent prêts à « renoncer raisonnablement à des emplois », cela signifie pour la Cgt l'acceptation des suppressions d'emplois, une nouvelle remise en cause du service public, une dégradation accrue des conditions de travail, et une attaque frontale contre la Sécurité sociale. Face à cette casse organisée, la Cgt oppose une exigence claire, la création immédiate d'au moins 3 500 emplois à la Msa et l'attribution des moyens financiers indispensables au fonctionnement de ce service public.

Donner à la Msa les moyens de remplir ses missions, c'est faire le choix d'un pays qui protège, qui défend ses services publics et qui refuse l'abandon social. C'est faire reculer l'extrême-droite, qui prospère sur le désespoir et le recul des droits sociaux.

La Cgt appelle les salariés, les retraités et les affiliés de la Msa à se mobiliser sans délai. Il est plus que jamais nécessaire de revenir à une Sécurité sociale intégrale, garante d'universalité, de solidarité et de démocratie sociale.

Montreuil, le 15 avril 2026